Éric ANCEAU, Henri TEMPLE, dirs, *Qu'est-ce qu'une nation en Europe ?*

Paris, Sorbonne université presses, coll. Sorbonne essais, 2018, 332 pages

Michael Palmer

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21652>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.21652

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 341-342

ISBN : 9782814305632

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Michael Palmer, « Éric ANCEAU, Henri TEMPLE, dirs, *Qu'est-ce qu'une nation en Europe ?* », *Questions de communication* [En ligne], 36 | 2019, mis en ligne le 31 décembre 2019, consulté le 15 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21652> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.21652>

d'art. Ce genre d'inexactitudes n'est pas anormal dans un ouvrage de synthèse, il est moins acceptable dans une réédition. Quant aux enfants, ils lisent *Béatrice* [qui est née en 1905, et non en 1915, et est une domestique, non une fermière, bretonne (p. 333)] et jouent... à la guerre (pp. 334-335).

Les deux derniers chapitres (« De guerre lasse » [pp. 337-378] et « Le jour d'après » [pp. 379-403]) traitent des derniers moments du conflit. Abordant les années 1917 et 1918, l'auteur entremêle avec intelligence événements militaires et vie civile. Un hiver 1916-1917 extrêmement froid rend dans tout le pays le quotidien des Français douloureux (p. 344), surtout les efforts excessifs demandés aux ouvriers (p. 339) ; et la saignée de l'offensive du Chemin des Dames au printemps 1917 (p. 340) entraînent une véritable dépression nationale qui ne se traduit pas des grèves (p. 347-350) et des mutineries (p. 340). Si, à l'occasion, le gouvernement est mis sur la sellette par certains organes de presse (pp. 341-343), le contrôle de l'opinion s'accroît via le contrôle postal et la censure (pp. 350-353). L'arrivée des Américains – qui ne va pas sans troubles (pp. 253-256) –, comme celle de Georges Clemenceau à la tête du gouvernement en novembre 1917 (p. 337), contribuent à redresser la situation malgré l'intensification des bombardements sur la région parisienne (pp. 358-362). Les reculs alliés du printemps 1918 qui entraînent un nouvel exode (pp. 362-366) et un mouvement de grève parallèle font douter, sans ébranler, un consensus national retrouvé. La victoire efface, un instant, le souvenir de ces temps difficiles dans l'euphorie de grandes fêtes spontanées dans tout le pays (pp. 367-375), même si, très vite, va se poser le problème des régions libérées en partie dévastées (pp. 374-378). Le début de l'après-guerre commence mal avec l'épidémie mortifère de grippe espagnole (pp. 381-384) qui ajoute de nouveaux morts à ceux du conflit (1 295 000) (p. 386). La démobilisation, lente, n'est pas un simple acte technique car encore faut-il réintégrer ceux qui vont devenir les « anciens combattants », ce qui, hormis pour les paysans, est souvent complexe malgré les nécessités de la reconstruction (pp. 386-392). Mutilés et blessés comme les prisonniers rencontrent des difficultés spécifiques et l'amertume est grande chez ceux qui doivent réapprendre à vivre, diminués pour bon nombre d'entre eux (pp. 392-396). Redevenir civil est aussi un apprentissage qui se fait parfois au détriment des femmes – qui quittent leurs emplois de temps de guerre (pp. 296-297) – et de l'équilibre des familles (pp. 397-398). Quant aux régions libérées, leur retour à la normale est sans cesse repoussé (pp. 399-403). Pour les civils nouveaux et anciens, les effets de la guerre se prolongent jusqu'au début des années 1920. Mais, de façon plus pernicieuse, ils ne s'achèveront que dans le

conflit suivant, dont l'auteur – il n'est pas seul –, postule la continuité (p. 410), sans cependant valider la thèse d'une guerre de 30 ans (p. 412).

Synthèse indispensable, en général bien au fait des travaux historiques les plus récents, avec un *a priori* accordé à la thèse du consentement – l'école de Péronne pour faire court –, face à celle de la contrainte – le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 – qui eut mérité d'être explicité, fondé sur une connaissance des sources solide, *La Grande Guerre des civils* est un ouvrage utile tant pour les historiens, les enseignants du secondaire, les étudiants et, de façon plus générale, pour tous ceux qui cherchent un guide leur facilitant la compréhension des œuvres de fiction qui évoquent la Grande Guerre vue de l'arrière, romans, bandes dessinées, films. L'appareil critique qui l'accompagne et une solide bibliographie permettront à celles et ceux qui veulent pousser plus loin la réflexion de le faire avec efficacité. En somme, un ouvrage de vulgarisation nécessaire et un peu plus...

Michel Cadé

Cresem, université de Perpignan Via Domitia, F-66860
cade[at]univ-perp.fr

Éric ANCEAU, Henri TEMPLE, *dirs, Qu'est-ce qu'une nation en Europe ?*

Paris, Sorbonne université presses, coll. Sorbonne essais, 2018, 332 pages

L'ouvrage réunit contributions de spécialistes européens de l'étude de la nation, qui concerne la période qui va de 1789 jusqu'à Emmanuel Macron. Si la tonalité de cet ensemble est bien française, l'approche quant à elle, est bel et bien européenne : Robert Tombs, historien de la France et de la Grande-Bretagne, fournit un texte bien utile à un ensemble où les nombreux auteurs français comportent des spécialistes de pays tels la Roumanie et l'Espagne. Spécialiste de la Russie, Françoise Thom apporte une vision de l'extrême-est européenne de la question. Les aspects juridiques sont traités par Henri Temple et Olivier Gohin ; « la dimension spatio-temporelle de la nation » (pp. 45-95) par le géographe Jean-Pierre Doumenge. Pour sa part, l'économiste Jean-Pierre Werrebrouck traite de l'euro, « ce talisman qui a détruit les nations » (pp. 165-182), tandis que Pierre-André Taguieff présente « l'Europe souveraine » d'Emmanuel Macron (pp. 283-324). En bref, à la suite de l'introduction des deux directeurs de l'ouvrage, douze contributions traitent des multiples dimensions de la nation et l'Europe.

Si la quatrième de couverture de l'ouvrage met en valeur la conférence – qui deviendra livre – d'Ernest Renan : « Qu'est-ce qu'une nation ? » (Paris, R. Helleu, 1934), on relève que Jules Michelet est cité presque autant qu'Ernest Renan. En effet, l'ouvrage débute par « Vive la nation ! », crié lors du sursaut des Français à Valmy en septembre 1792, inspiration d'un beau passage de Jules Michelet, et qui s'achève par un certain désenchantement de Pierre-André Taguieff face aux remous des politiques, dont les « identitaires » dans la France d'Emmanuel Macron. Pour Pierre-André Taguieff, les nations demeurent des « rocs », mais se trouvent dans les « sociétés liquides », pour reprendre l'image de Zygmunt Bauman (*Liquid modernity*, Cambridge, Polity Press, 2000).

Tout comme Jean-Pierre Werrebrouck, Jacques Sapi (pp. 183-201) n'a pas de mots assez durs pour l'euro : « Il est urgent que les pays de la zone euro retrouvent leur souveraineté monétaire » (p. 203). Pour Jean-Pierre Werrebrouck, la monnaie demeure l'outil de la construction de la souveraineté. Olivier Gohin (pp. 97-123), pour sa part, identifie « le retour actuel de la nation » et cite Ernest Renan en conclusion : « Le moyen d'avoir raison dans l'avenir [n'est-il pas], à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé ? ». Il arrive que les textes qui traitent de l'Europe de l'Union cadrent difficilement avec ceux d'historiens ou de géographes prenant une vision longue et vaste. D'ailleurs, la plus longue et vaste est la vision que propose Jean-Pierre Doumenge (pp. 45-95) qui remonte à cinq millénaires et en Asie. Mais il n'est pas le seul à noter que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande se démarque souvent de la tendance générale.

Éric Anceau et Henri Temple soulignent que le renouveau historiographique, emmené par les anglo-saxons, date du milieu des années 1970 et affirment que le questionnement des nations se renouvelle au début du ^{xx}^e siècle : la question des migrations interroge brutalement le devenir des nations (p. 14). Éric Anceau revient sur la contestation même de la nation par des chercheurs en sciences humaines et sociales et note que l'on n'enseigne plus en France l'histoire de la nation comme jadis. La mondialisation et ses suites semblent motiver son pessimisme : l'individualisme d'une part et les reculs de l'État de l'autre, contribuent à battre en brèche l'idée même de la nation (pp. 19-43). Partant d'Ernest Renan, Henri Temple, lui, marie approches psychologiques et juridiques pour examiner « les conséquences psychologiques individuelles et les conséquences sociologiques de l'immersion nationale » (p. 126). L'identité est au centre de sa réflexion. Postulant que l'identité nationale est un droit de l'homme, il revisite des textes juridiques internationaux à l'appui de sa thèse, mais également des savants aussi différents que Fernand

Braudel, Edgar Morin et Claude Lévi-Strauss. Toujours est-il qu'il se positionne dans le sillage d'Ernest Renan, pour qui « la nation est une âme, un principe spirituel » ; Henri Temple affirme que ce n'est que depuis peu que l'on comprend les fonctionnements ou dysfonctionnements des « constituants profonds qui gisent au fond de l'âme humaine (et du cerveau humain) » (pp. 125-164).

Pour leur part, Robert Tombs (le Royaume-Uni, pp. 203-216), Sylvia Marton (la Roumanie, pp. 243-258), Hélène Dewaele Valderrabano (l'Espagne, pp. 217-241) et Françoise Thom (la Russie post-communiste, pp. 259-273) traitent de pays distincts, sur une échelle temporelle variable : par exemple, du ^{xix}^e au ^{xx}^e siècles pour la Roumanie, du ^{xvi}^e au ^{xx}^e siècles pour le Royaume-Uni. Mais pour tous, les rapports État-régions-Europe de ces dernières décennies – parfois ces toutes dernières années – sont centraux, encore qu'ils soient moindres pour la Roumanie, et que la Russie de Poutine valorise la notion d'espace eurasiatique et ne veut pas de « la nation telle qu'on l'entend en Europe » (p. 271). C'est de la contribution de Jacques Sapi – peu tendre pour les élites – que se dégage une véritable vision géopolitique : la fin des nations, dont certains se faisaient les hérauts au tournant des années 1980/1990, était plus qu'illusoire ; il importe que dans un monde multipolaire on revienne aux nations souveraines, en Europe notamment.

Dans leurs conclusions (pp. 275-281), Pascal Cauchy et Éric Anceau notent que les divers auteurs confirment trois points qu'Ernest Renan souligna en 1882 : la nation a besoin d'un territoire ; elle est le fruit et l'arbre d'une histoire ; elle est une aventure politique, sociale et économique collective. Dans une perspective européenne, les faits marquants de deux guerres mondiales, auxquels s'ajoutent la création de l'Union européenne, d'une part, et le Brexit de l'autre, constituent un jeu de balancier, renforçant et affaiblissant tour à tour l'état-nation et les tentatives pour le dépasser. La construction européenne, tout comme une éventuelle société supranationale, ne sortent pas grandes de cet ouvrage. En somme, sont présentés ici les arguments et approches d'auteurs dont les thèses sont déjà bien connues, tel Jacques Sapi. Un certain pessimisme s'en dégage. Éric Anceau va jusqu'à écrire : « De toutes les transformations que la France a connues depuis cinquante ans et que nous avons la faiblesse de qualifier d'échecs... » (p. 40). L'Allemagne triomphante pour Ernest Renan, le Royaume-Uni désarçonnant de nos jours : autant de stimulants pour penser la nation ?

Michael Palmer

CIM, université Sorbonne Nouvelle-Paris 3
michael.palmer[at]sorbonne-nouvelle.fr